

COMMUNAUTÉ DE COMMUNES COTEAUX ET VALLÉES DES LUY 40330 AMOU

Délibérations du Conseil Communautaire du 08 février 2024

L'an deux mille vingt-quatre le huit février à vingt heures trente, le Conseil Communautaire de la Communauté de communes Coteaux et Vallées des Luys, dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire, Marpaps - Salle Polyvalente, sous la présidence de, Christine FOURNADET, la Présidente.

Date de la convocation : jeudi 01 février 2024

Présents : Christine FOURNADET (CASTELNAU-CHALOSSE), Thierry LABORDE (DONZACQ), Fabienne LASSALLE (ARGELOS), Maurice DULAYET (BASTENNES), Florence BERGEZ (AMOU), Alain GARBAY (POMAREZ), Pascal CASSIAU (POMAREZ), Jean-Pierre CAZENAVE (BASSERCLES), Patrick DESSA (CASTAIGNOS-SOUSLENS), Jérémy DOMARLE (CASTEL-SARRAZIN), Jean-Pierre DUFOURCQ (AMOU), Bernard DUGACHARD (MARPAIS), Maryse DUPRAT (POMAREZ), Sandrine GAILLACQ (GAUJACQ), Roland GODDE (NASSIET), Hervé GUICHENEUY (ARSAGUE), Jean-Yves HAURAT (ARSAGUE), Martine HILLOTTE (BEYRIES), Patrick HOURTIN (CASTELNAU-CHALOSSE), Joëlle LAGOUARDETTE (POMAREZ), Karine LAPOS (NASSIET), Didier LARROUTURE (BONNEGARDE), Ludovic NOUGARO (POMAREZ), Philippe NOVEMBRE (CASTEL-SARRAZIN), Jean ROHFRTSCH (GAUJACQ), Dominique TOULOUSE (BRASSEMPOUY)

Absents : Karen RICARRERE (AMOU)

Procurations : Robert CRABOS (CASTAIGNOS-SOUSLENS) à Patrick DESSA, Odile ELOY TRAN VAN CHUOI (AMOU) à Jean-Pierre DUFOURCQ, Gérard GRAZIANI (DONZACQ) à Thierry LABORDE, Alain LUBET (AMOU) à Florence BERGEZ

Représentés :

Nombre de membres afférents	31
Nombre de membres en exercice	31
<u>Présents</u>	26
<u>Pouvoirs</u>	4
<u>Votants</u>	30

N° DEL20240208-013 ADHÉSION AU GROUPEMENT DE COMMANDE RELATIF À L'ACHAT DE PRESTATION DE FORMATION SANTÉ ET SÉCURITÉ

La formation permanente des agents territoriaux dans les domaines relevant de la santé et de la sécurité au travail est un impératif légal et réglementaire.

Afin de répondre aux besoins des collectivités territoriales et des établissements publics pour la formation des agents et au regard des coûts élevés induits par l'achat récurrent de prestations de formations obligatoires santé et sécurité au travail (FSST), le Centre de gestion de la fonction publique territoriale des Landes, les collectivités territoriales et leurs établissements proposent aux personnes publiques précitées du département des Landes de mutualiser l'achat de prestations de formations FSST dans le cadre d'un groupement de commandes dédié à l'organisation, la passation et l'exécution de marchés publics et accords-cadres de services. Dans le cadre de cette procédure, régie par l'article L2113-6 de Code de la Commande Publique, une convention doit être conclue entre les membres du groupement de commandes pour chaque type de besoins. Celle-ci doit déterminer notamment, outre l'objet et les différents partenaires du groupement :

- L'organisme qui assure le rôle de coordonnateur du groupement ;
- Les missions du coordonnateur ;
- Les rôles de chacun des membres ;
- Les modalités et critères de prise en charge financière de la part revenant à chaque personne publique.

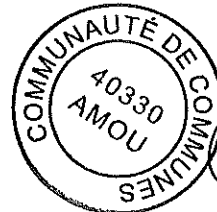
Après échanges de vue et délibération, le Conseil Communautaire, décide,

- **Article 1 : D'adhérer** au groupement de commandes constitué pour la dévolution d'un marché d'acquisition de prestations de formations santé et sécurité au travail et d'**approuver** les termes de la convention constitutive du groupement de commandes créé à cet effet, jointe en annexe ;



- **Article 2 : D'autoriser Madame la Présidente** à intervenir à la signature de la convention et de toutes pièces en découlant ;
- **Article 3 : D'autoriser** le coordonnateur à prendre toutes les mesures et procédures nécessaires pour le recensement des besoins et la mise en œuvre du marché ;
- **Article 4 : D'autoriser** la Commission d'appel d'offres du Centre de gestion de la fonction publique territoriale des Landes à choisir le ou les titulaire(s) du marché ;
- **D'autoriser** la Présidente du Centre de gestion des Landes à signer les marchés publics et accords-cadres et rejeter les candidatures et les offres non retenues ainsi que toutes mesures ou procédures en découlant ;
- **Décide** de s'engager à exécuter, avec la ou les entreprise(s) retenue(s), les marchés, accords cadres ou marchés subséquents dont la Communauté de Communes est partie prenante et s'engage à régler les sommes dues au titre des marchés, accords-cadres et marchés.

Vote : Adopté à l'unanimité des suffrages exprimés



Signé le ,

Christine FOURNADET

« La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa publication, son affichage et de sa réception par le représentant de l'Etat dans le département. »